

# Les régions de France veulent « mettre fin à la tyrannie du PIB »

6 avril 2012 / La Gazette



---

L'Association des régions de France (ARF) a présenté mercredi 4 avril 2012 un rapport qui propose de calculer la richesse autrement : en mesurant aussi par exemple le bien-être ou encore le taux de population adhérent à une association. L'objectif ? Permettre aux régions de se doter de nouveaux indicateurs, humains et soutenables, pour piloter le développement de leur territoire.

« *Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs* », tel est le titre du **rapport présenté** mercredi 4 avril 2012. Selon Jean-Jack Queyranne, président de la commission développement durable de l'Association des régions de France, l'objectif est de « *mettre fin à la tyrannie du Produit intérieur brut* ».

Dans cette optique, l'ARF avait confié à la région Nord-Pas-de-Calais la mission de construire des indicateurs alternatifs au PIB, ce thermomètre qui ne mesure que la production marchande et monétaire, et non le bien-être ou le progrès.

### **Compter enfin ce qui compte vraiment**

Ce rapport est le fruit de deux années de travail mené avec des chercheurs du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (Fair), comme Jean Gadrey, soucieux de « *compter enfin ce qui compte vraiment* ».

L'idée consiste à permettre aux régions de se doter de nouveaux indicateurs, humains et soutenables, pour piloter le développement de leur territoire.

Mis en place en 2009, le groupe de travail, rassemblant les représentants des 22 régions de France, a été conduit par Myriam Cau, deuxième vice-présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais en charge du développement durable.

Une collectivité pionnière en la matière puisque dès 2003, elle a décliné, au niveau local, les indicateurs de développement humain de l'ONU.

Sur ce modèle, trois déclinaisons régionales de grands indicateurs internationaux, jusqu'alors réservés aux Etats, ont été retenus : l'indice de développement humain (IDH-2), l'indicateur de santé sociale (ISS) et l'empreinte écologique.

### **22 indicateurs de contexte**

Autant de boussoles permettant de se fixer pour cap un nouveau modèle de développement plus soucieux des ressources naturelles et du bien-être humain, auxquels s'ajoutent 22 indicateurs de contexte allant du taux de création d'entreprises à la qualité de l'air en passant par le taux de population adhérent à une association, et ce, afin de tenir compte des particularités locales.

Explications de Myriam Cau : *« Cette batterie de nouveaux indicateurs est désormais à la disposition des régions. C'est l'occasion d'améliorer l'évaluation et d'affiner le pilotage des politiques publiques conduites par les régions. Des collectivités qui ont un rôle d'animateur des territoires à jouer en transposant, à leur tour, ces indicateurs à une échelle encore plus locale. »*

La mission de ce groupe de travail ne s'arrête pas là. Prochaines étapes : promouvoir l'usage de ces nouveaux indicateurs de développement dans les débats nationaux autour des priorités de l'Etat en matière d'allocation de ressources financières aux collectivités territoriales.

Et les populariser au-delà des frontières de l'hexagone, en particulier au niveau européen afin, notamment, d'aider à une meilleure péréquation des fonds de cohésion.

*« Sans oublier, a insisté Jean Gadrey, de faire participer les citoyens. Cette batterie d'indicateurs n'est pas une boîte à outils clef en main. Il est essentiel que les régions organisent des débats autour de cette question des richesses fondamentales. Une question qui n'est pas technique mais fondamentalement politique : qu'est-ce qui compte le plus pour vous ? »*

---

**Source :** [La gazette des communes](#)

**Dessin :** [Chaunu](#)

**Lire aussi :** [Revoir le PIB ? Ce n'est pas de la tarte !](#)

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-regions-de-France-veulent>